

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire



L'ESS DOIT S'INVESTIR PLEINEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR CRÉER DES POSTES EN GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE, OÙ LE MANQUE DE COMPÉTENCES EST CRIANT. PHOTO F. MAIGROT/RÉA

RECRUTEMENTS

Coup de chaud sur les filières de formation de l'ESS

Les universités, en ordre dispersé, et les écoles de commerce, hérauts du business social, se livrent une concurrence acharnée pour former les milliers de futurs salariés dont aura besoin une économie sociale qui s'est jusque-là désintéressée de ses filières de formation.

Plus de sept cent mille départs à la retraite dans l'économie sociale et solidaire (ESS) d'ici à 2015, selon l'Observatoire national de l'ESS. Tel est le mur qui se dresse face aux associations, coopératives, fondations et mutuelles, ces dix prochaines années. Imaginez tout un pan de l'économie française (en l'occurrence 10 % du PIB) devoir renouveler un tiers de ses salariés, alors que son vivier de moins de 30 ans ne représente que 18 % de ses actuels employés. Ce pari du renouvellement des générations est d'autant plus risqué que l'ESS s'est jusque-là totalement désintéressée des filières de formation censées assurer la relève. Or ces filières sont encore fragiles, incomplètes, et traversées par une sourde lutte idéologique qui pourrait faire perdre son latin à un tiers secteur de plus en plus tenté par les seules méthodes de l'entrepreneuriat social.

Les besoins de renouvellement sont criants. Une récente étude menée par la chambre régionale de l'ESS de Provence-Alpes-Côte d'Azur souligne que 82 % des entreprises de la région touchées par de prochains départs en retraite entendent recruter pour moitié en interne, pour l'autre en externe.

Pour les secteurs où les métiers sont réglementés, comme dans l'action sociale, la santé, mais aussi la banque, l'enseignement ou la mutualité, pas de soucis : des filières spécifiques existent déjà. « Notre étude nationale montre en revanche que, au-delà des savoir-être et des notions d'attachement aux valeurs du secteur, les entreprises de l'ESS sont en attente de compétences techniques, notamment en matière de gestion administrative et financière. Nombre de futurs retraités occupent ces fonctions. Or il n'est pas sûr que les formations existantes répondent à ces besoins », analyse Arnaud Matarin, de l'Observatoire de l'ESS.

La faute à une rencontre manquée, comme le raconte Hervé Defalvard, de la chaire ESS de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée. « Les acteurs historiques de l'ESS - éducation populaire et coopérative notamment - ont toujours perçu les facs comme des lieux de savoir réservés aux "sachants". Les universités ne se sont, elles, pas montrées intéressées par ce secteur. L'émergence de l'entrepreneuriat social ces vingt dernières années a

72
C'EST LE NOMBRE DE FORMATIONS INITIALES OU CONTINUES EN ESS, DE BAC+2 À BAC+5, EN FRANCE, DONT 80 % À L'UNIVERSITÉ, 20 % EN ÉCOLE DE COMMERCE.

bousculé les choses, trouvant une terre d'accueil dans les écoles de commerce. Les historiques de l'ESS se sont sentis désarmés. Mais certains d'entre eux ont su se saisir d'une autre évolution, celle de l'émergence des licences ou masters pro en facs, pour y mettre un pied. Notre chaire ESS s'est créée justement pour constituer aux côtés de ces formations un pôle de recherche afin de mettre l'ESS au cœur de l'université et la faire reconnaître comme une autre économie. »

« Être à l'offensive » pour informer les jeunes et susciter des vocations

Les formations supérieures existantes sont depuis lors marquées par ce dualisme. D'un côté, donc, un monde universitaire morcelé, qui tente depuis peu, via des chaires spécialisées et un réseau d'universitaires (RIUESS), de tisser des liens avec l'économie sociale en promouvant ses valeurs historiques. De l'autre, des écoles de commerce à l'offensive pour former de futurs entrepreneurs sociaux qui pourront aussi s'occuper de responsabilité sociale et envi-

ronnementale (RSE). À l'image de l'Essec, qui fête déjà la quinzième promotion de sa chaire « entrepreneuriat social ». « Les étudiants qui suivent nos modules ont déjà les pieds dans une grande école, explique Thierry Sibieude, créateur de la chaire. Ils trouvent dans nos modules un regard et un enseignement différents, une compréhension du secteur et tous les outils pour devenir entrepreneur social. Ces méthodes sont transposables dans les deux sens, ESS-économie classique. Veolia n'est pas une entreprise de l'ESS, mais a une politique RSE développée. Et Grameen Veolia Water (qui œuvre en faveur de l'accès à l'eau potable au Bangladesh - NDLR) est une entreprise sociale. Nos étudiants sont attirés par ces partenariats entre entreprises sociales et classiques. »

Pour l'heure, une dizaine d'écoles de commerce ont développé des enseignements « social business ». Certains de leurs étudiants font le bonheur de grandes structures de l'ESS. « Tout va plus vite avec ces jeunes, qui sont très bien formés et très dans le concret », se réjouit Jean-Marc Borello, président du Groupe SOS. Un groupe qui vient de lancer une formation ESS avec l'université Paris-Dauphine. Pour Jean-Claude Boual, président du Collectif ●●●

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

●●● Coup de chaud sur les filières de formation de l'ESS

des associations citoyennes (CAC), « le développement des entreprises sociales et de la philanthropie à l'anglo-saxonne, porté par les formations des écoles de commerce, a déjà transformé le mode de gestion des associations. Et, dans l'ESS, on a plongé, fasciné par ce nouveau management. Cette évolution aboutit à une rupture avec l'objet social et solidaire porté par l'ESS. Le problème est le peu de résistance contre ce fait accompli. Mais pourquoi des entreprises de l'ESS ne financeraient-elles pas elles-mêmes des chaires universitaires afin de garantir la philosophie des formations dispensées ? Pourquoi l'ESS n'aurait-elle pas des écoles de formation à elle ? On doit être à l'offensive ».

Au vu du nombre de formations universitaires, les faits commencent à l'être. Mais non sans difficulté, selon Emmanuel Bioteau, actuel coconstructeur de la prochaine chaire d'ESS Grand Ouest. « La première difficulté est que nos formations s'intègrent dans des mentions spécialisées (sociologie, économie...). Il y a donc très peu de formations pluridisciplinaires. Les écoles de commerce sont plus efficaces. Elles vont voir les entreprises, créent un réseau pour monter une formation ciblée. La démarche des universités est inverse. Et leurs étudiants, formés pour être des généralistes de l'ESS, arrivent sur un marché du travail contraint en concurrence avec des étudiants spécialisés

d'école de commerce. Enfin, les universités ne disposent pas des mêmes moyens de communication que les écoles pour se faire connaître. Mais les choses changent. Certaines facs commencent à avoir un réseau. Et les étudiants viennent de plus en plus vers les universités, pour le diplôme bien sûr, mais surtout pour répondre à leur questionnement sur leur utilité dans le monde professionnel. Les compétences qu'ils acquièrent avec nous

« Les choses changent. Des facs commencent à avoir un réseau. »

EMMANUEL BIOTEAU
COCONSTRUCTEUR DE LA
CHAIRE D'ESS GRAND OUEST

peuvent être mises en pratique dans une mission d'utilité sociale de leur choix. »

Signe des temps qui changent, les candidatures affluent. Le nombre d'étudiants a ainsi été multiplié par quatre en quatre ans à Rennes-II. Pour Pascal Glemain, qui y enseigne et initie lui aussi la chaire ESS Grand Ouest, « il manque le niveau intermédiaire du niveau bac à bac + 3, pour former des responsables d'équipe, capables d'expérimenter et de rendre compte ». C'est là que le bât blesse encore. L'ESS demeure inconnue des jeunes. Seuls 12 % des 16-30 ans interrogés dans un sondage CSA pour JeunESS de 2011 avaient assuré « bien voir ce dont il s'agissait ». Les autres oscillaient entre une connaissance vague (37 %) et l'ignorance totale (51 %). Difficile donc de susciter les vocations alors que les principes de coopération et de solidarité portés par l'ESS étaient pourtant plébiscités dans ce même sondage. Un sacré paradoxe. ●

STÉPHANE GUÉRARD

La tradition éducative de l'économie sociale

HISTOIRE Dès le XIX^e siècle, les structures naissantes ont dû structurer leurs formations maison pour durer, aidées en cela par les mouvements d'éducation populaire.

La dimension formation est inhérente à la constitution des premières structures de l'économie sociale. Les simples citoyens qui ont mis en place des réponses à leurs besoins sociaux élémentaires, à leurs projets communs, n'étaient pas des élites de leur siècle, ils n'avaient pas de prédécesseurs. Ils étaient confrontés à l'impératif de se former et de former tous ceux qui les rejoignaient. Sans leurs efforts, l'économie sociale naissante n'aurait pas été porteuse de ces innovations décisives que nous évoquions le mois dernier. Leur quête de connaissance, leurs échanges avec les penseurs de la transformation, leur insertion dans le mouvement social ont jeté les bases des premières formes de l'éducation populaire. En 1866, est fondée la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, par Jean Macé et l'éditeur Hetzel, qui publia les œuvres de Jules Verne et d'Élisée Reclus. Ce dernier, considéré, comme le plus grand géographe de son temps, donna une impulsion décisive au mouvement des universités populaires, décisives dans la transmission des savoirs au sein du mouvement ouvrier.

Charles Gide fut un activiste de l'économie sociale, un militant de la République coopé-

rative, mais aussi un universitaire reconnu. Il sera titulaire de la chaire d'économie politique au Collège de France. Et dans ce temps-là, toutes les familles de l'ES s'honoraient de la formation et de la promotion de leurs militants.

L'ESS doit, au risque de se banaliser, refaire mouvement

Dans les années 1970, Henri Desroche redécouvrit que Gide était aussi un spécialiste des sciences de l'éducation. Il créa, avec les collègues coopératifs, des outils innovants, offrant des parcours non académiques pouvant aller, dans un cursus continu, de la sortie de l'alphabétisation au doctorat de l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales). Parmi les premiers, il jeta les bases des processus de validation des acquis de l'expérience (VAE). Ces dynamiques internes, ces entreprises apprenantes, cette promotion des femmes et des hommes, l'économie sociale et solidaire semble les avoir trop souvent perdues, se complaisant à embaucher des cadres dans l'esprit du temps - libéral - titulaires de « peaux d'âne » avec vernis « solidaire ». Dans une société où se développent les inégalités et celles des savoirs plus particulièrement, l'ESS doit, au risque de se banaliser, refaire mouvement, notamment en retrouvant ses traditions éducatives. ●

JEAN-PHILIPPE MILESY

ÉDUCATION

« C'est par la pratique que nos organisations prennent tout leur sens »

Depuis trois ans, l'Esper favorise la familiarisation des modes d'entreprendre de l'ESS dans les écoles, collèges et lycées. Bilan d'étape avec le président de cette structure.

L'Esper regroupe l'essentiel des structures ESS du champ de l'éducation. Comment assure-t-elle la transmission des valeurs de l'ESS dans notre société largement dominée par l'esprit libéral ?

ROLAND BERTHILIER L'Esper annonce

la couleur dès le déroulé de son acronyme : l'Économie sociale partenaire de l'école de la République. Cette association est constituée de 46 organisations, associations, coopératives, mutuelles, syndicats et mouvements de jeunesse qui promeuvent le fonctionnement démocratique, la responsabilité, la solidarité, la non-lucrativité au service de projets innovants et à forte utilité sociale. Par leur action, au service de la communauté éducative et des élèves de notre pays, ils montrent chaque jour qu'il existe une autre façon d'entreprendre, alternative aux formes libérales.

de l'entreprise au travers d'une démarche d'enseignements pratiques interdisciplinaires. Au lycée, cette démarche accompagne le « parcours avenir » des élèves. À l'université, elle permet aux étudiants de monter des projets d'accompagnement de leurs études. Une façon d'intégrer les concepts de l'ESS par une pratique coopérative.



Roland Berthilier
Président de l'Économie sociale partenaire de l'école de la République (Esper)

Quel bilan tirez-vous de l'accord-cadre de 2013, signé par le gouvernement et l'Esper, favorisant l'éducation de l'ESS ?

ROLAND BERTHILIER Pour une jeune association comme l'Esper, cet accord-cadre a été un formidable accélérateur. Avec l'appui du Cnee (Conseil national éducation économie), en partenariat avec la CNCRESS (Chambre nationale des chambres régionales de l'ESS), le Mouvement associatif,

Coop FR, la FNMF (Fédération nationale de la mutualité française), nous avons pu élaborer le programme « Mon ESS à l'école » dans un temps record et le mettre à disposition des établissements scolaires à la rentrée 2016. Nous avons également programmé, avec l'éducation nationale, la première Semaine de l'ESS à l'école du 13 au 18 mars prochain, dans la continuité de la Semaine de la coopération à l'école, créée il y a une quinzaine d'années. Nous travaillons, grâce à un comité d'experts, aux contenus des enseignements afin de faire des propositions d'évolution à ceux qui sont en charge des programmes. Nous avons également rassemblé de nombreux outils, mis à disposition de la communauté éducative grâce au portail Ressources.fr. La plupart des dispositifs ainsi élaborés sont encore au stade d'expérimentations. 2017 doit permettre de les généraliser au service du plus grand nombre de jeunes qui, dans de nombreux établissements, plébiscitent cette forme de responsabilisation. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
J.-PH. MILESY

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

REPORTAGE

La relève prend corps à la chaire ESS de l'université de Marne-la-Vallée

En six années d'existence, la chaire a formé 110 personnes destinées à l'encadrement dans les structures de l'économie sociale. Rencontre avec 6 étudiants, actuellement en master, qui expliquent leur engagement dans ce secteur économique pas comme les autres.

D rôle de rencontre pour cet endroit. Danielle, Hélène, Laurent, Flora, Emma et Olivier n'ont rien en commun. Pas le même âge. Ni la même région d'origine. Encore moins le même parcours. Eux sont là par fibre militante, certains un peu par hasard. Ils travaillent quand d'autres peinent à imaginer leur prochaine vie active. Mais tous sont sûrs d'avoir fait le bon choix en ayant franchi les portes de la chaire d'économie sociale et solidaire de Marne-la-Vallée.

Une idée de la solidarité et l'envie de créer

Elle a beau être un peu perdue dans les locaux gris béton du grand campus de Seine-et-Marne, cette unité de l'université Paris Est-Marne-la-Vallée a le don de forger, à partir d'étudiants a priori isolés et bigarrés, un collectif prêt à prendre la relève d'un mouvement résumé par les trois lettres : ESS. À dire vrai, ces futurs cadres ne savent pas forcément tout ce que recouvre ce sigle. Mais tous ont en tête une idée forte : c'est dans cet agglomérat de structures économiques iconoclastes que leurs forces de travail seront vraiment utiles.

Ainsi, à 45 ans, Olivier en a eu marre de redresser des boîtes dans les nouvelles technologies, puis de s'échiner dans des start-up. Après son master ESS, il imagine une thèse sur la gouvernance dans le coopérativisme. Emma et Flora, toutes cadettes qu'elles sont, ont la solidarité déjà chevillée au cœur et l'envie de créer ou de rejoindre une organisation qui résonne social. Laurent



PARCOURS DIFFÉRENTS, ATTENTES PRÉCISES, CERTAINS EN RECONVERSION, VENUS DE TOUTE LA FRANCE, ILS SE REJOignent SUR LEUR CHOIX : ÊTRE UTILES AUX AUTRES ET À LA SOCIÉTÉ.

aimerait transformer son bénévolat militant dans les coopératives de colocation étudiante en engagement rémunéré dans un projet qu'il voit en grand, en Scop. Danielle a vu toutes les entreprises de métallurgie fermer dans son coin de Lorraine. Sauf la sienne qui, malgré les gros contrats et les sous engrangés, lui a fait comprendre qu'elle était désormais trop vieille. À trois ans de la retraite, elle pourrait faire durer

ce déplaisir. Elle se préférerait créatrice d'une activité de massage pour distribuer du bien-être à ceux qui en sont privés.

« C'est la transformation par le concret »,

Une activité inscrite dans une coopérative d'activité et d'emploi. Finalement, seule Hélène, professionnelle de l'insertion par l'emploi, parle vraiment ESS première lan-

gue. Mais elle revient sur les bancs de la fac pour remettre à l'endroit des pratiques de son secteur qu'elle ressent parfois à l'envers. Car, comme elle, tous pensent que l'ESS n'est pas « un monde de Bisounours » (Laurent). « J'ai été déléguée à la Macif. Les sociétaires, le principe "une personne égale une voix", c'est souvent qu'un mot » (Danielle). « Certaines entreprises ne font plus que du business » (Hélène). Mais ce secteur est, selon eux, le seul à « porter l'utopie de changement de société » (Flora). « C'est la transformation par le concret », renchérit Danielle. « C'est un engagement politique de changement par le bas, explique Laurent. Quand on crée une coopérative de colocation étudiante, on crée un lieu de collectif contre tous ceux qui veulent se faire de l'argent sur le mal-logement. »

L'espace de ce cursus, ces 6 étudiants se forment un corpus commun de bonnes pratiques à reproduire, de mauvaises à bannir. Déjà, 3 d'entre eux le mettent en pratique à travers une association de collecte des papiers usés à la fac, recyclés par un Esat (établissement d'aide par le travail) en partenariat avec le syndicat local des déchets. Une activité qui déboucherait sur la création d'une société coopérative d'intérêt collectif. « Peut-être que ce qu'on fera après permettra à l'ESS de se faire connaître, se demande Flora. Parce que, autour de moi, personne ne sait vraiment ce que c'est. »

STÉPHANE GUÉRARD

Scop Un « campus coopératives » international en Poitou-Charentes

L'union régionale des Scop de Poitou-Charentes s'est inspirée de l'université canadienne de Sherbrooke pour organiser son « campus coopératives ». Objectif, comme au Québec, « faire se rencontrer la jeunesse et le mouvement coopératif », explique Régis Tilly, initiateur du campus. « En juin, une année sur deux, nous invitons une trentaine de francophones de 18 à 35 ans, étudiants, salariés ou en recherche d'emploi, que nous avons sélectionnés, à quinze jours de construction intensive de projets d'entreprises coopératives », reprend le directeur de l'Urscop. Après trois éditions en partenariat avec l'université de Poitiers, le principal objectif est plus que rempli, à écouter Sofia, de la promotion 2014 : « Les jeunes n'entendent quasiment jamais parler d'économie sociale et solidaire avant l'université, encore moins d'entreprise en Scop. Ces quinze jours viennent combler un vide. Personnellement, ça a conforté mon engagement dans l'ESS. »

Enseignement Un kit pédagogique et un site Web pour collégiens et lycéens

Tout au long de sa carrière de professeur de sciences économiques et sociales (SES), Mirjana Gregorcic a avec constance enseigné à ses élèves qu'« à côté des sociétés anonymes, Sarl ou statut d'entrepreneur indépendant qu'ils connaissent bien, existent les autres façons d'entreprendre de l'économie sociale et solidaire, notamment des coopératives ». C'est pour formaliser cet enseignement et donner des outils à ses collègues qu'elle a développé, avec l'appui de l'Association des professeurs de SES (Apses) et la Confédération générale des Scop, un site Web ainsi qu'un kit pédagogique centré sur les sociétés coopératives et participatives. Des animations, témoignages vidéo, définitions et quiz interactifs défrichent le sujet pour les élèves. Des éléments de cours sont disponibles pour les professeurs. Malheureusement, ce site de vulgarisation souffre d'une adresse URL pas très simple : www.les-scop.coop/sites/fr/interface-pedagogique.

Universités Solidarité étudiante, porte d'entrée concrète de l'ESS pour étudiants

Si l'ESS se propage dans les universités via des chaires ou des formations dédiées, nombre d'étudiants ne connaissent toujours pas ces autres façons d'entreprendre et de faire vivre la solidarité. C'est justement la vocation de Solidarité étudiante. « On fait le premier pas. On leur présente l'ESS à travers les projets que l'on développe », explique Fanny Le Brech, sa présidente. Premier vecteur de compréhension : les restaurants Coop campus, qui ont pris pied dans plusieurs facs, ainsi que les coopératives de colocations étudiantes, qui se déploient face aux bailleurs privés. En plus de forums, speed datings ou autres ateliers de cuisine bio, l'association organise aussi depuis 2013 la Semaine étudiante pour l'ESS, en plein dans le Mois de l'ESS (novembre). « On a dû toucher 8 000 personnes cette année », se félicite Fanny Le Brech. Ces premiers contacts se transforment ensuite souvent en engagement associatif et militant.

S.G.

Les rendez-vous de l'économie sociale & solidaire

Entre enseignements standardisés et questionnements sur les pratiques, quel sens donner à la formation ? Les responsables de l'ESS à la croisée des chemins

Les organisations de l'économie sociale sont généralement considérées comme la combinaison d'un regroupement de personnes et d'une activité économique. Si l'entreprise capitaliste est sous le contrôle de ceux qui y ont investi, l'organisation d'économie sociale est pour sa part dotée d'apports émanant de ses membres qui attendent de l'activité la fourniture d'un service. Dans un contexte de financiarisation, l'économie sociale a donc pris une importance accrue parce qu'elle est ancrée dans ce que l'on désigne désormais comme économie « réelle ». Cette économie axée sur la réponse aux besoins s'oppose en effet aux échanges de titres et actions guidés par l'unique souci de rentabilité maximale.

Toutes les investigations, y compris celles des auteurs les plus reconnus, tels Desroche et Vienney, convergent toutefois pour constater un phénomène récurrent : si le regroupement initial des membres fondateurs guide le choix de l'activité en économie sociale, un renversement s'opère avec le temps, et les exigences économiques finissent par sélectionner les membres. C'est la trajectoire emblématique du Crédit agricole ou de nombreuses coopératives agricoles.

Ces structures nées pour accueillir des paysans délaissés dans la dynamique capitaliste ont fini par devenir des agents privilégiés de l'agriculture productiviste, et par rejeter ceux qui n'y participaient pas.

L'économie sociale et solidaire peut permettre de questionner cette tendance à la banalisation endémique dans l'économie sociale traditionnelle. À condition bien sûr

que l'économie solidaire ne soit pas assimilée à des expériences d'insertion venant rejoindre une économie sociale inchangée. L'économie solidaire s'avère pertinente si elle autorise une interrogation plus large sur les sphères politique et économique. Dans cette perspective, les initiatives d'économie sociale et solidaire (ESS) ne sont pas seulement des organisations, elles articulent toutes un projet et une organisation. Si des entreprises capitalistes peuvent parfois se référer à un projet, la nécessité d'un projet réunissant les membres différencie l'ESS puisque, sans lui, l'entité ne peut être créée.

La formation peut alors avoir pour premier souci de reconstruire les formes prises par ce projet dans l'histoire, rapportant les différentes phases de celle-ci à des logiques d'action spécifique qui varient selon les structures (domestique, d'entraide, de mouvement...) et se heurtent aux logiques étatique et marchande. Cette récapitulation d'une historicité toujours singulière permet de

retrouver la densité de la dimension institutionnelle, celle qui a trait au sens partagé et à la légitimité, et de la distinguer de la dimension organisationnelle. En se réappropriant le passé, les acteurs contemporains peuvent mieux identifier d'où ils viennent, donc là où ils veulent aller. Comme le montrent de multiples études de cas (1), les méthodes de management ne valent que si elles sont contextualisées. Il s'agit de trouver un équilibre entre projet et



Jean-Louis Laville
Professeur du Cnam, auteur de *L'Économie sociale et solidaire*, Points Seuil.

organisation au lieu de se focaliser sur l'application de recettes techniques.

De la même façon, la recherche de ressources ne saurait obéir à des recommandations simplistes comme l'augmentation de l'autofinancement sur le marché. Là encore, l'essentiel n'est pas de se conformer à une norme extérieure mais de trouver une hybridation des ressources qui soit en cohérence avec les objectifs poursuivis.

Plutôt que de se contenter de n'importe quelle professionnalisation gestionnaire, il est préférable de repérer les conséquences concrètes des caractéristiques de l'ESS puis d'en induire une réflexion collective sur les modalités de gouvernance et de gestion déjà mises en œuvre. C'est ce qui a déjà été amorcé depuis plusieurs années à travers des programmes de recherche qui ont débouché sur des publications (2) et de nouveaux contenus de formation. Les responsables de l'ESS peuvent soit

accroître sa banalisation par des recours à des enseignements standardisés, soit renforcer son identité en resserrant des liens avec les équipes universitaires de recherche et de formation fortement engagées dans le domaine. •

(1) *L'Association. Sociologie et économie*, Jean-Louis Laville, Renaud Sainsaulieu, Fayard-Pluriel, 2013, 490 pages, 10 euros.

(2) *La Gouvernance des associations*, Christian Hoarau, Jean-Louis Laville, Érès, 2008 ; *La Gestion des associations*, Philippe Eynaud, Julien Bernet, Olivier Maurel, Corinne Vercher-Chaptal, Érès, 2016, 224 pages, 23 euros.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES FORMATIONS ESS, CONSULTEZ WWW.ENSEMBLE.ORG, WWW.JEUN-ESS.FR OU WWW.SOCIOECO.ORG

Pourquoi et comment enseigner l'ESS au lycée ?

Mieux appréhender la complexité

Enseigner les sciences économiques et sociales (SES), c'est fournir des clés aux jeunes pour leur permettre de mieux comprendre le monde. Certains accusent les enseignants de SES de donner une vision critique et tronquée de l'entreprise, de ne pas la présenter sous un jour assez favorable, ou bien de ne pas savoir en parler en raison de leur statut de fonctionnaires - comme si l'entreprise n'était pas un objet d'étude scientifique, mais simplement quelque chose dont on ne pourrait parler que d'expérience.

En classe de seconde comme en première, le programme demande de sensibiliser les élèves à la diversité des entreprises selon leur taille, la nature de leur production, ainsi que leur mode d'organisation. Il s'agit donc de présenter le rôle économique spécifique des entreprises, en montrant en quoi il se distingue de celui d'autres organisations productives non marchandes, comme les administrations ou certaines associations. La présentation du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) est donc ici tout indiquée.

En effet, ce sont en grande partie des entreprises, mais leur gouvernance et leurs finalités sont spécifiques, orientées selon des valeurs qui ne se réduisent pas à la rémunération des apporteurs de capitaux.

Présenter les sociétés coopératives (Scop et Scic) permet un croisement des approches économiques et sociologiques, puisqu'elles fonctionnent sur des valeurs spécifiques (comme la solidarité, la gestion démocratique et la responsabilité).



Florence Aulanier
Membre du bureau national de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales

Fournir aux élèves un dossier associant des présentations d'entreprises diverses, puis leur demander de rédiger un rapport en tant qu'« experts juniors » faisant apparaître les différences entre les entreprises traditionnelles et les Scop peuvent être un moyen de montrer clairement la spécificité des Scop. On comparera alors la manière dont est répartie la valeur ajoutée et dont se nouent les relations du travail. On réfléchira également au lien social et à la protection sociale. En terminale, on vérifiera la bonne acquisition du vocabulaire relatif à l'entreprise, tout en étudiant une organisation productive ni marxiste, ni libérale.

Comme toujours en SES, il ne s'agit en aucun cas de faire l'apologie des Scop, ni de les opposer de façon manichéenne aux entreprises traditionnelles. Mais de mieux appréhender la complexité de la réalité économique et sociale. Il faut aussi veiller à ce que l'élève ne croie pas que transformer une entreprise au bord du dépôt de bilan en Scop serait la panacée. Reste que rendre compte de l'ESS dans toute sa complexité n'est pas aisé. Le programme ne demande pas d'étudier les mutuelles, les associations et les fondations de façon aussi détaillée que les entreprises traditionnelles. Reste la possibilité de les aborder également en enseignement moral et civique dont l'objectif est, selon Eduscol, « la transmission de valeurs humanistes de solidarité, de respect et de responsabilité ». Des valeurs cruciales qui fondent aussi l'ESS et qui doivent également irriguer tout enseignement. •

Dans votre supplément le mois prochain

Notre dossier

Les remèdes collectifs de l'ESS à la fin du salariat

Face aux modèles imposés de l'ubérisation de l'activité et de l'autoentrepreneur isolé, les coopératives d'activité et d'emploi propagent la solidarité des mutuelles en faveur des entrepreneurs et travailleurs isolés.

Reportage auprès de « coopanamiens » à Paris

Grand entretien avec Sandrino Graceffa, dirigeant de Smart, l'une des plus importantes organisations coopératives de travailleurs d'Europe.

MARDI 7 FÉVRIER